

la Cour de Madrid consent à entrer en négociation. C'est en conséquence de cette offre que la conférence a de nouveau invité<sup>1</sup> le comte de Palmella à retourner à Paris, et que celui-ci a répondu, selon qu'il en est fait mention dans le protocole n° 203, qu'il s'empressera de se rendre à notre appel.

Les ministres d'Angleterre, d'Autriche et de Prusse sont munis de pleins pouvoirs pour agir en forme. Quant à moi, en attendant ceux qu'il plaira à Notre Auguste Maître de m'accorder, je me réunirai à mes collègues en vertu des instructions précédentes. Ainsi, tous les préliminaires pour procéder à cet ouvrage important se trouvent déjà remplis.

J'ai rendu compte à Votre Excellence des termes auxquels j'avais contribué à réduire la question, savoir : *que le Portugal s'avoue dans l'obligation de restituer le territoire occupé, du moment qu'il pourra le faire sans inconvénient pour la sûreté du Brésil*. Le cours naturel de la négociation paraît maintenant prescrire aux médiateurs le devoir de demander au plénipotentiaire portugais de s'expliquer sur les garanties ou les précautions qu'il juge nécessaires, afin de pourvoir à la sûreté du Brésil. Il n'existe nul doute qu'étant forcé à s'expliquer, le comte de Palmella n'exige des conditions auxquelles l'Espagne ne croira pas devoir se soumettre, et cessera alors l'office des médiateurs ou de les réconcilier, s'il est possible, par quelque terme moyen, ou bien de se prononcer sur la question en faveur de la partie qui aura meilleur droit et se montrera plus équitable.

Telle me paraît être, Monsieur le Comte, la marche formelle et éventuelle de cette négociation ; mais, quelque régulière qu'elle soit, nous nous trouverons encore bien éloignés d'une conclusion définitive et satisfaisante.

Pour justifier ce doute, Votre Excellence me permettra de lui soumettre quelques observations propres à embrasser en tout ou en partie la question générale concernant l'état et le sort qui menace les possessions de l'Espagne en Amérique, et dans laquelle le point litigieux qui regarde Montévidéo se confond toujours davantage.

La conduite de la Cour du Brésil me paraît prouver évidemment que cet État nourrit le projet de s'agrandir, et que sa politique principale est tout américaine. Dans cette vue, Sa Majesté Très Fidèle semble avoir adopté trois maximes fondamentales : la première, d'établir et de conserver la meilleure correspondance avec les États-Unis d'Amérique ; la seconde, de ne pas se mettre en opposition avec les insurgés de Buénos-

1. Les ministres médiateurs au comte de Palmella, 28 janvier 1818.



Ayres et des provinces environnantes ; et la troisième, de faire de Rio-de-Janeiro sa résidence principale. La nature de ce système, si, comme j'ai raison de le croire, il est fondé en réalité, est diamétralement contraire au rétablissement de la domination espagnole sur les deux rives de la Plata, et, quoiqu'on se gardera d'avouer ce que je ne fais ici que conjecturer, on agira constamment dans le même sens, sous les prétextes multipliés que les circonstances ne manqueront pas de fournir à la dextérité du comte de Palmella.

De leur côté, les États-Unis développent progressivement et tous les jours davantage le plan d'agrandissement et d'influence qu'ils ont conçu, avec toute l'ambition d'une république qui ne trouve aucune résistance dans le vaste continent et au milieu des singularités heureuses où elle est placée. Votre Excellence aura déjà connaissance des résolutions secrètes prises par le Congrès, et qu'on vient de publier maintenant, après deux ans, par lesquelles le président était autorisé, dans certains cas donnés, à s'emparer des deux Florides, en tout ou en partie. Cet aveu hardi et volontaire, dans le moment où nous sommes, prouve évidemment la décision de vouloir occuper ce territoire important. C'est un langage adressé à l'Espagne, afin qu'elle le cède de bonne foi en recevant quelques rétributions en argent, si elle ne veut pas s'exposer à le perdre par le fait de la conquête et sans en tirer aucun profit.

Ayant saisi l'occasion de renouveler avec M. Gallatin la conversation dont j'ai rendu compte précédemment, ce ministre m'a dit que les derniers renseignements de son gouvernement tendaient à confirmer ce qu'il m'avait déjà énoncé : que le sentiment général du peuple des États-Unis le porte à vouloir reconnaître au moins l'indépendance de Buénos-Ayres, et, malgré la répugnance de leur président, qui désirerait procéder avec plus de lenteur, cette temporisation ne sera pas longue, parce qu'une magistrature populaire comme la leur ne saurait opposer une résistance persévérante aux vœux et encore moins à la volonté prononcée de ceux qui la nomment.

Je ne forme aucun doute que la Cour du Brésil ne sollicite cette déclaration, décidée, comme je la suppose, à ne plus restituer ses conquêtes sur la Plata, et adverse à toute brouillerie avec les insurgés. L'incident de leur recognition en qualité de puissance politique par le premier État dans le nouveau monde serait présenté comme une raison suffisante pour devoir les reconnaître à son tour, ou du moins pour éloigner l'espoir et les probabilités de les soumettre, d'où il s'ensuivrait, dans le fait, l'extinction des droits et des intérêts de l'Espagne sur ce point.



Pour ce qui concerne les Florides, M. Gallatin m'a dit que l'on met en Amérique un grand prix à les faire entrer dans la fédération. Cette disposition est aisée à concevoir, lorsqu'on considère qu'une telle acquisition, entre les mains d'un peuple entreprenant et navigateur, lui assure la domination, non seulement du golfe du Mexique, mais de l'île de Cuba, lorsqu'il lui plaira de s'en emparer. La baie d'Espiritu-Santo, aujourd'hui déserte, peut devenir le dépôt d'une marine immense, et cette position, favorisée par les courants qui obligent nécessairement les vaisseaux, sortant du golfe ou s'en approchant à une certaine latitude, de longer les côtes de la presqu'île, soumet toute la navigation de ces parages à la force qui s'y trouverait en station ou en croisière.

L'Angleterre, intéressée plus qu'aucune autre puissance au résultat des événements qui se préparent dans le nouveau monde, se trouve, à mon avis, fortement embarrassée ; c'est-à-dire qu'elle recueille aujourd'hui le fruit du système indécis et fautif qu'elle a suivi jusqu'à présent, et dont elle ne peut plus éviter les conséquences.

Sans aider l'Espagne et sans reconnaître les insurgés ouvertement, elle a donné à son commerce avec eux un essor illimité. Elle a établi des consuls sur tous les points, reçu des agents et fourni à ses propres aventuriers des raisons suffisantes pour se mêler des querelles. Les ports de la Grande-Bretagne sont les arsenaux des gouvernements insurrectionnels, et on y prépare ouvertement des expéditions formidables.

Ce système, nuisible à l'Espagne, pouvait être utile à l'Angleterre, s'il n'existait pas en Amérique une puissance rivale et dominante sur ce continent. Il était aisé à prévoir ce que le cabinet de Saint-James me paraît n'avoir pas assez prévu, qu'à mesure que l'autorité espagnole s'affaiblissait et que l'ancien système colonial tendait à se dissoudre, les États-Unis restaient maîtres de tout ce grand naufrage, soit par la supériorité de force et d'organisation, soit par la conformité d'intérêts et de principes politiques.

Un tel symptôme vient de s'annoncer à l'égard de l'île d'Amélia et des Florides ; le gouvernement anglais, malgré son silence, en a été consterné, et les ordres sont partis pour protester contre ces acquisitions. Des protestations non écoutées à la rupture, il existe peu de distance ; cependant, le ministère anglais tremblera de se décider à une guerre, au moment où il a tant besoin de rétablir ses finances et, par ce moyen, de faire rentrer la population dans les habitudes pacifiques et industrielles. Les avantages exigés par le traité de commerce avec le Brésil lui ont également éloigné le gouvernement et les habitants de ces contrées, qui désirent s'émanciper



du joug auquel ils sont soumis, et qui, ne pouvant le faire autrement, se sont rapprochés des États-Unis et s'y associeront progressivement d'une manière indissoluble.

L'Espagne, qui avait tout à perdre, a, de son côté, tout négligé, sans savoir ni céder à propos, ni conserver. Elle persévère dans une marche idéale, lorsque les événements accumulent autour d'elle obstacles sur obstacles contre ses droits et ses prétentions.

Au lieu d'accélérer les négociations, elle les prolonge et substitue les arguments à l'action. J'ignore quelles sont ses déterminations à la suite des communications qui lui ont été faites par notre auguste Cour et par celle de Londres, la correspondance de notre mission à Madrid étant absolument nulle pour ma direction depuis quatre mois, et se réduisant aux pièces ci-annexées que j'ai reçues de M. Bogoliouboff, après l'envoi de l'expédition de Votre Excellence en date du 28 novembre, et après tout ce que j'avais pu ajouter moi-même en prenant pour guide le plan et les ordres reçus.

Rien, à mon avis, ne serait plus propre à faire impression, au moment même où la négociation spéciale à l'égard de Montévidéo va s'ouvrir, qu'une déclaration positive et franche de la Cour de Madrid, relative aux moyens de pacification des colonies. En se réservant la souveraineté, elle devrait n'en faire usage que pour établir une forme d'administration capable d'intéresser et de convaincre tous ceux qui ne sont pas pour l'indépendance. Cet acte lui a été, dans le fait, suggéré par la communication grave et réfléchie de Votre Excellence en réponse au memorandum de l'Angleterre. Il influencerait sur la négociation pendante, et serait un incident propre à opérer une solution de continuité et à interrompre ce cours silencieux des événements, qui, tous, coïncident à séparer l'Amérique de l'Espagne européenne.

Je crains que Votre Excellence, en lisant ces longues digressions, ne me reproche d'avoir perdu de vue l'objet, non principal, mais particulier, de la médiation. En m'y livrant, mon intention a été d'indiquer tous les autres points auxquels il s'attache, et toutes les conséquences qui peuvent en dériver. A son importance réelle, dès qu'on la regarde isolément, on doit ajouter celle que lui donnera la conduite de l'Angleterre, lorsqu'elle sera obligée de se prononcer. Si le Portugal refuse de restituer, la question de la garantie sera de nouveau agitée, et on ne saurait dire jusqu'à quel point peuvent se porter les complications d'une affaire dont le cabinet de Saint-James a mal jugé l'importance jusqu'à présent. Quant à moi, je me propose de suivre la négociation dans les termes où elle est réduite,



d'amener le plus de développements possibles et, sans rien compromettre, de rendre compte exactement des découvertes qui se préparent.

Votre Excellence trouvera différentes annexes aux deux protocoles susmentionnés, qui concernent la demande d'Olivenza, faite par la Cour de Lisbonne, et l'irritation que cette démarche a produite à Madrid. L'ambassadeur d'Espagne a eu ordre également de nous communiquer la correspondance du ministre espagnol à Rio-de-Janeiro avec le secrétaire d'État de Sa Majesté Très Fidèle. La teneur de ces pièces est une preuve toujours croissante de leur animosité et du peu de disposition qui existe de se mettre d'accord.

Les autres pièces, sous une étiquette séparée, contiennent des rapports assez intéressants, parvenus au gouvernement français. Sans entrer dans les opinions spéculatives des personnes qui en sont les auteurs, les faits paraissent vrais et sont dignes d'attention.

**N° 267. Le général Pozzo di Borgo au comte de Nesselrode.**

(N° 605)

Paris, 3/15 février 1818.

Monsieur le Comte, tous les préliminaires qui devaient précéder la négociation concernant les réclamations particulières à la charge de la France se trouvent remplis dans ce moment, selon les bases proposées par notre auguste Cour, du moins pour ce qui se rapporte au projet d'un nouvel arrangement et à la part que le maréchal duc de Wellington a été invité d'y prendre.

Le protocole n° 197 contient l'adhésion de l'Autriche à ce plan, et celui n° 199 le mémorandum que le cabinet de Vienne a présenté, ainsi que la lettre adressée par Sa Majesté l'Empereur François au duc. Le premier document a été pris en considération à la conférence du 2 février, à laquelle lord Wellington a assisté. Le baron de Vincent désirait de voir adopter la marche qui venait de lui être tracée par son gouvernement, c'est-à-dire de donner à la conférence le soin de négocier, et d'investir lord Wellington de la qualité et des pouvoirs d'arbitre, en cas de différence d'opinion avec la France.

Cette méthode me parut évidemment fautive, parce qu'elle nous privait du secours du duc dans le cours de l'affaire, et surtout dans les combinaisons nécessaires à ménager entre les parties intéressées l'une envers l'autre. J'observai en même temps que, si nous étions seuls à négocier, les autres Cours n'auraient jamais cessé de supposer que l'Autriche et la Prusse